

HYDROCARBURES

Lorsqu'on a failli remettre en cause la nationalisation...

C'était le 24 février 1971. Le deuxième président algérien, feu Boumediène, avait surpris le monde par son fameux «nous avons décidé !». La mesure avait provoqué une crise diplomatique avec la France. Pour une provocation, c'en était une. A la limite d'un casus belli.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - A l'époque, la guerre froide battait son plein, l'Algérie militait pour un nouvel ordre économique mondial et une répartition équitable des richesses. Elle avait gagné la bataille des «nationalisations» où les multinationales disputaient la vedette à la diplomatie et aux services de renseignement.

La prise du risque était néanmoins à la hauteur de l'enjeu. Les programmes de développement lancés par le gouvernement nécessitaient la mobilisation de sommes d'argent qu'on n'avait pas. Le recouvrement de la souveraineté sur les richesses du sous-sol avait fait l'affaire, mais non sans fracas.

En effet, l'Etat avait confié le monopole sur l'exercice des activités pétrolières à la Sonatrach, à travers l'exclusivité sur les permis de recherche et les concessions d'exploitation. La compagnie nationale fut ainsi imposée comme associée majoritaire avec au moins 51% des actifs dans tous les projets de recherche et de production des hydrocarbures liquides et ses partenaires étrangers furent obligés de constituer, pour des raisons fiscales,

des sociétés de droit algérien. Il s'agissait de l'abolition des accords passés avec la France en 1962 et 1965, des accords plutôt favorables aux compagnies françaises.

Cette nationalisation, si elle avait balisé le terrain aux géants énergétiques anglo-saxons, avait surtout multiplié les recettes engrangées dans l'exportation du gaz et du pétrole. Des recettes qui continuent de nourrir les Algériens à défaut d'industrialiser le pays comme le souhaitaient Boumediène et son équipe.

Hugo Chavez a fait reculer Bouteflika

Quand Bouteflika avait accédé à la magistrature suprême en 1999, l'Algérie avait déjà survécu à une multitude de crises. Elle avait subi de plein fouet, l'effondrement des cours du baril et du dollar en 1986 avant de sombrer dans une guerre civile, une décennie durant. Lui et son équipe ont eu la chance de travailler dans une embellie financière due à une hausse vertigineuse des prix du baril. Ils ont essayé d'ouvrir davantage l'économie à l'initiative privée et ont fait de l'adhésion à l'OMC un cheval de bataille, promu comme un gage à



Le monopole sur l'exercice des activités pétrolières était confié à Sonatrach.

l'amélioration de la compétitivité des entreprises algériennes.

Le «double pricing» du gaz (à l'international et au local) étant l'un des obstacles qui bloque cette adhésion, l'amendement de la loi sur les hydrocarbures s'était imposé comme une priorité. Vint alors la loi n°05-07. Les articles 9 et 10 établissant les prix des produits pétroliers et du gaz naturel sur le marché national sont une réponse aux demandes formulées par certains membres de l'OMC.

Chakib Khelil, ministre de l'Energie de l'époque et promoteur de cette loi, avait puisé dans la littérature libérale pour formuler ses arguments : «Inefficacité du monopole, nécessité de la concurrence, attracti-

tivité du secteur, récupération par l'Etat de ses prérogatives, diminution des comportements rentiers...». Sa rhétorique de circonstance ne prêtait à aucune confusion : «Vu l'abondance des ressources pétrolières dans le monde et la vive concurrence que se livrent les pays exportateurs, l'Algérie doit ouvrir son domaine minier aux investisseurs étrangers pour pouvoir préserver sa part du marché.»

Cette libéralisation du secteur, contestée par Ali Benflis, alors chef du gouvernement, a été entreprise grâce à l'assistance technique de la Banque mondiale. La loi dite de «Chakib Khelil» avait surtout supprimé le monopole de l'Etat – et de facto la Sonatrach – sur les activités de

recherche et de production des hydrocarbures. Elle a remis en cause la mesure phare de la nationalisation : l'«obligation d'association avec la Sonatrach».

Cette libéralisation a aussi suscité une levée de boucliers, en Algérie et au sein de certains pays de l'OPEP car, pouvant les impacter directement.

Chakib Khelil qui a eu au moins le mérite de débattre le projet de loi dans des ateliers organisés à travers plusieurs universités du pays, n'avait pas eu l'occasion d'en faire de même avec les députés. Bouteflika l'avait promulgué à la faveur d'une ordonnance le 28 avril 2005. Toutefois, il s'était rétracté, trois mois après, par une autre ordonnance, pour rétablir le rôle de la Sonatrach comme acteur principal garantissant le monopole de l'Etat dans le secteur, avec l'obligation d'avoir une participation minimale de 51% dans chaque projet de recherche et de production d'hydrocarbures (ordonnance n°06-10 du 30 juillet 2006).

La pression politique et syndicale et celle du Venezuela d'Hugo Chavez (membre de l'OMC depuis 1995, Ndlr) avaient, enfin, eu raison de la volonté de Chakib Khelil & Cie.

L. H.

DÉBRAYAGE DU PERSONNEL DES TRAVAUX PUBLICS

La justice déclare la grève illégale

Le tribunal administratif d'Alger vient de déclarer illégale la grève de trois jours annoncée par la Fédération nationale des travaux publics, entre le 25 et le 27 février prochains, suite à une action en justice entamée par le département de Amar Ghoul.

Après un débrayage de trois jours déclenché le 18 février dernier, qui a enregistré un taux de mobilisation de 81%, la Fédération nationale des travaux publics, affiliée au SNAPAP, a adressé un second préavis de grève au ministère de tutelle, pour revenir à la charge à compter de ce lundi.

Le département d'Amar Ghoul, qui a aussitôt entrepris une action en justice, vient d'obtenir gain de cause des suites du jugement prononcé par le tribunal administratif d'Alger, déclarant la grève illégale au motif de «non-possession du dénommé El Ghoul Saâd Eddine du statut juridique y afférant, considérant que le secrétaire général du Syndicat autonome des personnels de l'administration publique est Felfoul Belkacem».

R. N.

ABOUDJERRA SOLTANI :

«On espère que l'attaque de Tiguentourine n'influera pas sur l'économie nationale»

Intervenant hier en marge d'une conférence spécialisée précédant le cinquième congrès du parti, Aboudjerra Soltani président du HMS a déclaré souhaiter que l'attaque terroriste contre le site gazier de Tiguentourine n'influe pas sur l'économie nationale et sur le patrimoine gazier.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Pour le président du HMS, une partie du prochain congrès du parti sera consacrée à mettre au point, une feuille de route pour l'économie nationale. La rencontre, selon Aboudjerra Soltani, rassemblera des spécialistes qui débattront des questions et du devenir économique de l'Algérie. «Le politique ne doit pas bouger seul, le volet économie est primordial, il faut gagner cette bataille, ceci d'autant que les enjeux actuellement sont principalement économiques», a déclaré Aboudjerra Soltani. Pour le président du HMS, il s'agit de libérer l'économie de la pré-



Soltani prône un équilibre entre le pouvoir d'achat et les salaires.

dominance des hydrocarbures et de diversifier les importations et aussi les ressources. Selon l'intervenant, une grande partie des revenus des hydrocarbures doit être consa-

crée à la construction de l'économie nationale. «Est nécessaire une économie qui encourage l'investissement algérien privé et public et si ces derniers investissent, on les appelle à le faire dans les secteurs de production et des services et non pas dans la consommation», a souligné Aboudjerra Soltani évoquant un message économique clair prôné par le parti, qui évoquera la nécessité d'un équilibre entre le pouvoir d'achat et les salaires. Hier, des experts ont animé une conférence spécialisée au siège du parti. Intervenant lors de la conférence, El Hachemi Djaaboub, ancien ministre, rappellera que les revenus des hydrocarbures doivent être réinjectés dans les investissements, assurant qu'il est nécessaire de créer une caisse de l'investissement.

Pour le conférencier, il ne doit pas y avoir de discrimination entre les secteurs privé et public. Il évoquera aussi la problématique du foncier industriel ainsi que la création d'une zone industrielle intégrée.

F-Z. B.

JUGEANT SON BILAN FAIBLE

Des magistrats réclament la démission de Djamel Aïdouni

En convoquant hier une rencontre des magistrats de l'Est du pays pour débattre des problèmes de la corporation, le président du Syndicat national des magistrats (SNM), Djamel Aïdouni, ne s'attendait pas, semble-t-il, à une salve de critiques. Des magistrats, en colère et déçus par le travail du SNM, ont même demandé sa démission.

Les juges n'ont plus confiance en leur syndicat et ils le font savoir à son président, lequel a essuyé, lui et le bureau exécutif, hier à partir de Constantine, un chapelet de critiques et de reproches. Les magistrats, qui portaient l'estocade au syndicat n'y sont pas allés de main morte et ont vidé leur sac. «Le syndicat est une direction sous tutelle de l'administration.

Le syndicat ne fait que draguer le pouvoir. Tout le monde nous prend pour des faibles parce que nous sommes des agneaux», a lancé un juge sous un tonnerre d'applaudissements de ses confrères. Et à un substitut d'un procureur de la République d'enchaîner, très en colère : «Treize ans que vous activez, qu'est-ce que vous avez apporté à la corporation ? Le syndicat n'est pas habilité à parler

en notre nom. Monsieur, déposez votre démission.»

Une demande, d'ailleurs qui est revenue dans la bouche des juges plusieurs fois tout au long de la rencontre. Une proposition pour convoquer une assemblée extraordinaire du syndicat, dont l'ordre du jour portera sur la révision des statuts intérieurs du syndicat a été formulée par les intervenants qui ne veulent plus, disent-ils, «garder le silence». Aussi, ont-ils exigé du président de fixer sur place une date pour débattre de toutes les questions et trouver des solutions concrètes aux problèmes dans lesquels se débat la corporation depuis plusieurs années.

Des voix s'élèvent alors pour proposer l'organisation d'un sit-in devant le ministère de la Justice, pour revendiquer les droits de la corporation qui a fait l'objet dernièrement, estiment-ils, d'attaques infondées. «Nous n'avons rien à perdre. Nous sommes l'élite de la société», dira un juge. Et à son confrère de demander au président «de quels force et poids dispose-t-il pour faire pression sur le ministère».

En effet, la colère des magistrats était telle que ces derniers se sont lâchés, profitant de la tribune qui leur était offerte à cette occasion, eux qui sont tenus par le droit de réserve pour dire toute leur amertume et

réclamer plus de dignité. En ce sens, certains d'entre eux ont demandé à ce que les pressions qui s'exercent sur les magistrats de toutes parts cessent. «Le magistrat est soumis à des pressions.

Nous sommes persécutés. La justice doit être indépendante», a souligné un intervenant.

Avant de répondre aux magistrats, le président s'excusera auprès des journalistes en leur demandant de quitter la salle.

Ce dernier voulait répondre à un magistrat à propos du service national ; il ne pouvait pas parler devant la presse.

Farid Benzaïd